

## Les enjeux stratégiques régionaux de la crise libanaise

Etat tampon dès sa création, la survie de l'Etat libanais semble être de nouveau menacée. Celui-ci semblait pourtant avoir trouvé un chemin vers la démocratie après vingt-cinq ans d'occupation syrienne. Depuis la fin de la guerre du Liban, le Hezbollah, groupe extrémiste chiite, parti politique et milice anti-sioniste, soutenu par l'Iran grâce à la complicité de la Syrie, apparaissait comme un facteur évident de déstabilisation du pays. Cette hypothèse semble validée au regard de la guerre qui y a sévit durant 34 jours.

### Rompre l'escalade.

En riposte à l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah en juillet dernier, Israël bombarde l'aéroport de Beyrouth, la route Beyrouth-Damas ainsi que des bases du Hezbollah et de l'armée libanaise. Dans le Sud et le Centre du pays, ces attaques visent des lieux stratégiques du Hezbollah mais une quarantaine de civils sont tués. Le blocus du pays est complet. Hassan Nasrallah proclame alors « la guerre ouverte contre Israël ». De son côté, le Hezbollah lance des roquettes jusqu'à Tibériade, située à 35 km de la frontière israélo-libanaise. Le 16 juillet, le Hezbollah tire plusieurs roquettes sur Haïfa, tuant huit civils. Tsahal bombarde la nuit durant les quartiers sud de Beyrouth et appelle la population libanaise à quitter le Sud du pays. Lors des raids, plus de trente civils sont tués dont dix enfants. Le 19 juillet, journée la plus sanglante, 63 civils libanais sont tués. Le 25 juillet, quatre observateurs de la FINUL sont tués lors d'un raid israélien. A l'issue de la Conférence Internationale de Rome (26 juillet), la quinzaine de pays représentés n'appelle pas à un cessez-le-feu immédiat mais se dit déterminée à « travailler immédiatement pour y parvenir de toute urgence » et demande à Israël de « la retenue ». Dès le lendemain, Israël décide d'intensifier ses bombardements. En riposte, le Hezbollah passe à « une nouvelle phase de la guerre contre Israël » en frappant « au-delà de Haïfa ». Le 4 août, Israël et le Hezbollah intensifient leurs attaques. Les Ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe apportent leur soutien au plan de règlement du conflit proposé par Beyrouth. Tandis qu'Israël accueille avec prudence cette proposition, Tsahal poursuit ses opérations militaires. Le 12 août, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité de ses quinze membres la résolution 1701 appelant à la cessation des combats et autorisant le déploiement d'une force de maintien de la paix de 15000 hommes. La France et les Etats-Unis sont co-parrains de ce texte. La Ligue arabe, néanmoins, n'a pas rendu hommage à la résistance du Hezbollah.

### Une trêve fragile

Dans une intervention télévisée du 12 août, H. Nasrallah se dit prêt à respecter la résolution 1701. Les gouvernements israéliens et libanais l'approuvent tour à tour. Depuis son déclenchement le 12 juillet, ce conflit a fait 1110 morts côté libanais, en majorité des civils. Israël affirme avoir tué 530 combattants du Hezbollah. Côté israélien, 157 personnes ont été tuées dont 40 civils. Des dizaines de milliers de libanais sont de retour dans le Sud, dévasté après plus d'un mois de bombardements. Malgré la fin des bombardements, la crise humanitaire s'aggrave. H. Nasrallah considère que l'issue de la guerre est irrévocablement « une victoire stratégique et historique pour tout le Liban et la *Oumma* ». Dès le 14 août, celui-ci s'est engagé à commencer à faire restaurer les logements endommagés par les tirs israéliens et à faire reconstruire tous ceux qui ont été entièrement détruits. Initialement, la France, pressentie pour constituer une FINUL renforcée, avait annoncé à la mi-août qu'elle n'enverrait que 200 militaires du génie supplémentaires. Finalement, celle-ci décida de déployer 2000 soldats. Le 25 août, les Européens décidèrent de déployer entre 5600 à 7000 soldats au sein de la FINUL. L'Italie fournira le plus gros contingent (2500 hommes) suivie par la France puis par l'Espagne (plus de 1000 hommes). La Belgique s'est engagée à hauteur de 300 soldats et la Pologne pour 250 hommes. La contribution des pays nordiques devrait atteindre 500 hommes. L'Allemagne a annoncé qu'elle participera à l'opération au Liban avec sa marine, de même que le Danemark. La Grèce a annoncé le concours d'un navire de guerre et de forces spéciales. La Grande-Bretagne n'enverra pas de soldats sur le terrain mais pourrait participer à la FINUL avec des unités spécialisées. Néanmoins, J.Chirac regrette que l'Europe ait été trop absente de cette crise et aurait

souhaité que J. Solana soit investi d'un mandat lui permettant d'agir au nom des 25 Etats membres. Le 31 août, K. Annan a annoncé le retrait de l'armée israélienne du Sud Liban à la suite du déploiement de 5 000 casques bleus et de 16 000 soldats libanais. Il souligne la nécessité de lever le blocus avant celui-ci afin de garantir des conditions optimales de sécurité. E. Olmert a exclu la levée du blocus avant la pleine application de la résolution 1701 qui « constitue un ensemble cohérent. Tout sera mis en oeuvre, y compris la levée de l'embargo, avec l'application exhaustive des différents articles ». La conférence des pays donateurs réunie à Stockholm le 31 août dernier a permis de réunir près de 940 millions de dollars de promesses de dons pour la reconstruction du Liban.

### **L'Iran et la Syrie, principaux appuis extérieurs du Hezbollah ?**

Au lendemain de l'arrêt des combats, la Syrie et l'Iran ont salué « l'avènement d'un nouveau Moyen-Orient ». Le Hezbollah n'a jamais occulté sa filiation idéologique et son alliance avec l'Iran. Néanmoins, cette proximité risque de renforcer les suspicions d'une partie des Libanais quant à la priorité que le Hezbollah accorderait aux priorités de l'Iran par rapport à ceux du Liban. Par ailleurs, ce serait sous l'influence iranienne que le Hezbollah, après avoir accepté la résolution 1701, aurait décidé de s'opposer à son désarmement. Aux yeux des dirigeants iraniens, le Hezbollah libanais est le plus « gratifiant » que la République Islamique ait cherché à inspirer depuis son instauration en Iran. Aussi, ils ne pouvaient que se féliciter de sa victoire. Au lendemain de l'arrêt des combats, M. Ahmadinejad a annoncé « l'aube d'un nouveau Moyen-Orient débarrassé de la domination américaine et britannique ». Ainsi, les dirigeants iraniens ont récupéré à leur compte la résistance des combattants du Hezbollah, selon *Le Monde* du 10.08, « Tantôt pour menacer Israël du pire - un tir de missile Shahab-3 d'une portée de 2000 km qui atteindrait Tel Aviv si l'Etat juif était tenté de lancer une attaque contre République Islamique. Et tantôt pour annoncer l'aube d'un nouveau Moyen-Orient ». Le Président syrien Bachar El Assad a salué, dans l'un de ses discours attaquant violemment Israël et les Etats-Unis « la résistance nationale libanaise qui a brisé le mythe de l'armée invincible d'Israël » et a opposé l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient au projet de Grand Moyen-Orient de l'Administration Bush. Aussi, il existe une concertation structurelle effective entre l'Iran et la Syrie. En effet, l'Iran ne peut rien acheminer en direction du Hezbollah sans l'accord de la Syrie. Et Inversement, la Syrie connaît les affinités entre le Hezbollah chiite et l'Iran. La Syrie entend démontrer qu'elle peut, au même titre que l'Iran, faire accepter au Hezbollah des formules de compromis. Par ailleurs, semble se dessiner progressivement une alliance russo-iranienne dans le conflit au Proche-Orient. En effet, la Russie a des intérêts économiques et stratégiques importants au Moyen-Orient, en particulier dans le domaine nucléaire. L'Iran compte sur la Russie, et dans une moindre mesure sur la Chine, pour éviter d'être condamné par le Conseil de Sécurité.